

Contrôle et Audit Interne: Mise en œuvre de la police proposée militaire de Maranhao

RATES, Talita Cutrim [\[1\]](#)

RATES, Talita Cutrim. **Contrôle et Audit Interne: Mise en œuvre proposée dans la police militaire de Maranhao**. Magazine scientifique multidisciplinaire du Centre du savoir. Numéro 08. Année 02, vol 03.. pp 88-101, Novembre 2017. ISSN:2448-0959

RÉSUMÉ

Le sujet du contrôle interne ne fait l'objet d'études approfondies au Brésil, nous avons donc réalisé une étude pour la police militaire de Maranhao sur l'importance de mettre en œuvre la proposition d'un système de contrôle interne - SCI, soutenu par la méthode déductive par la recherche analyse bibliographique et documentaire exploratoire et qualitative. Ainsi, nous discutons de la possibilité de créer un système de contrôle interne sous la police militaire Maranhão- PMMA dans le but d'appliquer les résultats de l'optimisation des ressources et des services publics fournis à l'entreprise, ce qui réduit le risque de systèmes d'intervention contrôles externes existants, visant à l'adaptation législative et à l'amélioration continue de tous les processus administratifs et opérationnels de la Société de subventionner le processus de prise de décision. Par conséquent, il propose la création d'une commission pour préparer le diagnostic de la réalité institutionnelle et de proposer la création et la forme de la mise en œuvre du Centre de contrôle interne du PMMA.

Mots-clés: Police militaire de Maranhão, système de contrôle interne, l'efficacité et l'efficacité dans l'administration publique.

1. INTRODUCTION

L'importance de ce travail est de contribuer à l'avancement dans le sens légitime, juridique et technique d'une cohérence administrative plus riche et plus solide de l'efficacité institutionnelle et de l'efficacité de la police militaire de Maranhao, donc, a entrepris de présenter des recherches pour traiter des aspects pertinents comme le processus de contrôle interne, entrecoupés de leurs propres lois et la Constitution fédérale.

La police militaire de Maranhão, une institution dédiée essentiellement à l'utilisation opérationnelle des ressources humaines et matérielles, reste le cadre des activités de soutien administratif visant à atteindre son objectif principal, le maintien de l'ordre public et la tranquillité.

En tant qu'organe de l'administration directe de la police militaire État génèrent grande partie des ressources financières à côté du matériel et des ressources humaines exige la spécialisation continue des activités de contrôle interne.

Il est à noter que l'institutionnalisation et la mise en œuvre du système de contrôle interne des besoins qui sont justifiés non seulement par le fait dériver des principes morale constitutionnelle et de l'efficacité, tels que donnent lieu à l'administration publique l'adoption d'outils permettant la protection du patrimoine,

optimiser l'utilisation des ressources, et de veiller à la légalité de leurs activités.

D'autre part, les demandes sociales de plus en plus importantes, exigent des organismes publics, un effort constant dans la recherche d'une plus grande efficacité et de la productivité dans un scénario où les ressources existantes ne suivent pas l'évolution de ces demandes.

Compte tenu de ce qui précède, l'étude vise à:

- Il présente les concepts de base portant sur le thème;
- Proposer la mise en œuvre d'un système de contrôle interne au sein de la police militaire qui permettent d'optimiser, de coordonner et de systématiser les activités de contrôle existantes.
- Montrer que l'adoption d'un système de contrôle interne a mis le PMMA à l'avant-garde des institutions de la police militaire comme sa décentralisation financière et budgétaire d'avant-garde de ses principales unités opérationnelles, faisant référence au système existant dans l'armée brésilienne.

Face aux défis du thème, la méthodologie appliquée dans cette recherche utilisée est un des objectifs d'exploration descriptive des procédures techniques basées sur des recherches documentaires ...

En ce qui concerne l'approche, il est la méthode inductive, parce que cette perspective, l'exercice méthodique de savoir dit une position inductive du sujet à l'objet, dans lequel la recherche scientifique est une question de généralisation probable des résultats obtenus par observations et expériences.

Selon Silva (2003, p. 25) « signifie Méthodologie de l'étude de la méthode dans la recherche de certaines connaissances. » Pour préparer ce cours d'achèvement projet, l'approche méthodologique à utiliser sera le caractère d'application selon Vergara (2011, p.42) « est motivée par la nécessité de résoudre des problèmes concrets, plus immédiate, ou non. Il a donc but pratique ».

En ce qui concerne la partie théorique, la recherche bibliographique avec un biais documentaire ont été utilisés, ce qui permet l'exemplification de la recherche et l'application du sujet, qui allie la théorie et la pratique en une seule recherche.

Vergara (2011, p.43) définit la littérature comme « étude systématique développée sur la base des documents publiés dans des livres, des magazines, des journaux, des réseaux électroniques, à savoir matériel accessible au grand public. »

2. CONCEPT ET CONTRÔLE INTERNE PERFORMANCE DU SYSTÈME

Comme il est indiqué par le Prof. Amarildo Magalhães dans son article **L'importance de la logistique pour les organisations militaires**. «[...] En 2003, une nouvelle version de Military Road C100-10 Logistics est éditée, »[...] A partir de ce nouveau LM manuel EB devient défini comme « l'ensemble des activités liées à la prévision et la fourniture de ressources humaines, matérielles et les animaux, le cas échéant, et les services nécessaires pour mener à bien les missions des forces armées ». (C - 100 - 10, 2003)

Le manuel divise les fonctions Logistique Logistique militaire, si célèbre: Il se réunit sous un seul nom,

un ensemble d'activités logistiques connexes, liés ou de la même nature. Et adopte à des fins d'enseignement sept fonctions logistiques ainsi définies: Fonction logistique des ressources humaines; **Fonction Logistique Santé**; Fonction logistique d'approvisionnement; Fonction Maintenance **Logistique**; **Fonction Transport Logistique**; Fonction Logistique; **fonction Rescue » logistique. (Soulignement ajouté).**

Dans la conceptualisation du système de contrôle interne est généralement compte normalement que les aspects financiers concernant l'utilisation des ressources dans les institutions publiques. Cependant, comme la logistique militaire englobe les sept fonctions retromencionadas, le contrôle interne et d'audit en rapport avec elle devrait tenir compte de la surveillance, l'évaluation et la correction de tous les processus relatifs à la mise en œuvre de ces fonctions, nous pouvons parler des audits de performance et résultats dans le contexte du personnel (ressources humaines); vérification de l'équité (qui surveille les fonctions d'approvisionnement, la maintenance et l'ingénierie), etc.

Comme on peut le voir, le conseil d'administration concerne tous les processus administratifs et opérationnels et non seulement ceux de nature financière, généralement soumis à des audits financiers.

Comme l'a observé Moreira (2008), la notion de contrôle de l'administration publique est la mission de supervision, l'orientation et la correction de certains organes ou d'un fonctionnaire public sur la performance d'un autre ou sa propre performance, dans le but de confirmer ou défaire, comme ou pas cool, pratique, rapide et efficace. Dans le premier cas a un contrôle externe; la seconde self, ou respectivement la commande externe et la commande interne.

Le but de cette étude est de proposer la mise en place au sein de la police militaire de Maranhão d'un système de contrôle interne coordonné par un centre ou le noyau avec la subordination directe au commandement général de la Société (depuis leur action a un caractère de contrôle de nature plus guider et corrective, et peut parfois être punitive) un organe consultatif pour exercer la mise en œuvre de l'auto-contrôle de l'institution.

En effet, dit Moreira (2008) que l'une des principales fonctions du devoir de contrôle de l'agent public. Le serveur, en plus de bien exercer leurs fonctions - agir avec efficacité, diligence et dévouement - a le devoir d'effectuer le contrôle des services dans lesquels elle exerce ses activités, ainsi que les matériaux, produits et équipements mis à leur disposition pour l'année activités publiques. A propos du contrôle de ce serveur du supérieur immédiat, ce qui a le contrôle du superviseur et ce directeur. Ceci est la commande qui provient de la puissance hiérarchique).

Il est indéniable, par conséquent, que dans les procédures de contrôle existantes PMMA sont systématisés et coordonnés par une autorité centrale, comme cela se produit déjà dans l'armée brésilienne avec les provinces de la comptabilité et des finances (ICFEX), nous voyons dans le 1er site où ICFEX la ligne directrice pour l'exercice biennal 2011/2012 prétend être l'unité ICFEX commandement de l'Armée du contrôle, mettant un terme en déclarant que la vision future: être l'excellence de l'**organisation de l'armée brésilienne** du système de contrôle interne et aider à maintenir à un niveau élevé la crédibilité de la force terrestre dans la société; et comment VUE D'ENSEMBLE DE MISSION: orientez - MONITEUR - CONTROL.

2.1 Base juridique

Le Gouvernement de l'Etat du Maranhão a créé le système de contrôle interne de l'exécutif par la loi n ° 6895 du 26 Décembre 1996 portant à l'article 2 établit sa composition comme suit:

Art. 2 - a créé le système de contrôle interne de la branche exécutive.

Paragraphe unique. Faire le système:

I - le vérificateur général de l'Etat, en tant qu'organe central;

II - les organes centraux *et sectoriels* des systèmes financiers, la comptabilité, la planification et la gestion;

III - audits internes, contrôleur ou unités similaires des organes d'administration indirecte. (**Soulignement ajouté**)

Il est à noter que cette création répond aux articles enregistrés précepte 50 et 53 de l'Etat de droit, en dépit de l'état vérificateur général obtenir leurs missions d'exercice des activités typiques de contrôle interne au sein du PMMA, tels que les audits; enregistrer tout écart dans le respect des lois et recommander des mesures nécessaires à la régularisation des situations observées (point II de ladite loi art.4°); vérifier l'efficacité des contrôles comptables, budgétaires, financières, immobilières et activités des organismes vérifiés et les entités (article VII), entre autres.

Rien ne doit empêcher le PMMA, créer par arrêté ministériel un centre de contrôle interne (CCR) lui-même, comme l'armée brésilienne actuelle que malgré l'existence du contrôleur général exercice du contrôle interne des organes exécutifs, et les provinces financière n'inspecte sans pour autant en cours d'exécution, créé par le décret n ° 7299 du 10 Septembre 2010, qui a changé la structure organisationnelle du commandement de l'armée, entrant dans le Centre de contrôle interne de l'armée (CCIEx) en tant qu'autorité d'assistance directe et immédiate (OADI) le commandant de l'armée, « être responsable de la planification, la coordination et la mise en œuvre des activités de contrôle interne sous commandement de l'armée. »

Le CCR en PMMA comme organe consultatif, peut apparaître dans l'organigramme du chef d'état-major de la société.

3. CONCEPTS ASPECTS

Avec l'adoption, le 17 Mars 1964, la loi supplémentaire. 4320, qui établit des normes générales du droit financier pour la préparation et le contrôle des budgets et des bilans, il a été établi que le contrôle de l'exécution budgétaire et financière de l'Union, les États, les municipalités et le district fédéral devrait être exercé par les pouvoirs législatif et exécutif, par des contrôles externes et respectivement interne. Cette compréhension a été réaffirmée par l'art. 70 de la Constitution fédérale de 1988.

Visant à adapter au nouveau système comptable mis en place par cette législation, les trois niveaux de l'administration publique brésilienne devaient créer à ce moment-là une certaine forme de contrôle interne.

Notez que au fil du temps, le concept de contrôle interne a été compris comme un audit et non comme un ensemble de fonctions intégrées.

Dans le scénario actuel au Brésil, il est encore la position discutable et non définie du système de contrôle interne au sein du gouvernement de l'administration publique, pour atteindre la performance confondre contrôleur, *l'expert-comptable* et commissaire aux comptes.

Pour mieux comprendre le fonctionnement du système de contrôle interne, il est important d'enregistrer d'abord les concepts de base suivants:

3.1 CONTRÔLE INTERNE

a) Contrôle

Il est toute activité de vérification systématique d'un enregistrement, effectué en permanence ou périodiquement, en fonction des documents ou d'autres moyens, qui exprime une action, une situation et / ou un résultat, afin de vérifier qu'elle est conforme à la norme établie ou avec le résultat escompté, ou même de déterminer quelles lois et règlements.

b) le contrôle interne

En plus d'assurer la pleine conformité avec la loi et de protéger les biens publics et les ressources, le contrôle interne, compris dans le cadre de l'administration publique devrait promouvoir l'efficacité opérationnelle, d'assurer que les ressources soient utilisées de manière efficace dans les opérations quotidiennes, visant à l'économie invoqué par l'art. 70 de la Constitution.

Le processus de contrôle interne doit de préférence avoir un caractère préventif, être exercé de façon permanente et être dirigée vers la correction des écarts par rapport aux paramètres établis, comme la gestion de l'aide. Par conséquent, il est nécessaire qu'il existe des politiques administratives clairement définies et que celles-ci sont remplies et, de même, les systèmes de comptabilité, d'exploitation et de gestion soit efficace et fiable.

4. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

a) Système

Il est un ensemble de pièces et d'actions de manière coordonnée, ils sont en concurrence pour le même but.

b) Système de contrôle interne

Il peut être compris comme la somme des activités de contrôle menées en jour le jour dans toute l'organisation pour assurer la sauvegarde des actifs, l'efficacité opérationnelle et la conformité aux lois et règlements. Cela montre clairement que le contrôle interne au sein de l'administration publique, devrait être distribué dans les différents segments de la fonction publique, allant du plus bas niveau de la direction de l'administrateur principal, étant donné que toutes les activités de l'administration publique

doivent être correctement contrôlés .

Pour les serveurs de chutes de rôle de premier plan examiner la mise en œuvre des programmes liés à leur domaine de responsabilité et de veiller au respect des règles légales et réglementaires régissant leurs activités. Pour attribuer cette responsabilité est nécessaire à la structure, la répartition des compétences et des tâches de chaque unité sont clairement définis et approuvés.

La question clé est la nécessité pour les activités qui se déroulent d'une manière systématique, coordonné, supervisé et guidé, en supposant donc l'existence d'un corps ou noyau central du système. Ce sont les fondements techniques et la base juridique pour les États et les municipalités à son instrumentalisation système de contrôle interne, la consolidation d'une activité à réaliser sous la coordination d'une unité centrale dans un tel système.

5. PRINCIPES DE CONTRÔLE INTERNE

Les principes de contrôle interne en général mentionnés dans la littérature correspondent aux mesures à prendre en matière de politique, des systèmes et de l'organisation, visant à atteindre les objectifs énumérés ci-dessus.

si nous la liste, les éléments suivants sont les plus cités:

- a) **l'assurance raisonnable**: les structures de contrôle interne devraient fournir une assurance raisonnable d'atteindre les objectifs généraux. l'assurance raisonnable correspond à un niveau de confiance satisfaisant, compte tenu du coût, la rapidité, l'utilité et les risques;
- b) **Engagement**: les dirigeants et les fonctionnaires / employés doivent afficher et maintenir, en tout temps, une attitude positive et un soutien aux contrôles internes;
- c) **l'éthique, l'intégrité et la compétence**: les dirigeants et les fonctionnaires / employés doivent exceller dans le comportement éthique, par leur intégrité personnelle et professionnelle;
- d) **Les objectifs de contrôle** doivent être identifiés ou élaborer des objectifs de contrôle spécifiques pour chaque activité de l'institution. Ceux-ci devraient être adéquates, en temps opportun, complet, raisonnable et être intégré dans les objectifs généraux de l'institution;
- e) **analyse coûts-avantages**: la mise en place et le fonctionnement des contrôles internes devraient fournir un moindre coût à l'avantage net;
- f) **Le suivi des contrôles**: les dirigeants doivent surveiller en permanence et vérifier son fonctionnement et de prendre immédiatement les mesures appropriées contre toute preuve d'irrégularités ou contraire agissant aux principes d'économie, d'efficience et de l'efficacité;
- g) **Documentation**: la structure de contrôle interne et toutes les transactions et les événements importants doivent être clairement documentés et la documentation doivent être disponibles pour vérification. Une institution doit avoir le compte rendu de sa structure de contrôle interne, y compris ses objectifs et les procédures de contrôle, et tous les aspects pertinents des opérations et événements importants;

h) **L'enregistrement en temps opportun et approprié des transactions** et des événements: Opérations et événements importants doivent être signalés immédiatement et être correctement classés. Les informations d'inscription immédiate et pertinente est un facteur essentiel pour assurer la rapidité et la fiabilité de toutes les informations que l'institution gère ses activités et à la prise de décision;

i) **L'autorisation et l'exécution des transactions** et des événements: les faits et les transactions concernées ne peuvent être autorisées et exécutées par les personnes agissant dans le cadre de leur autorité;

j) **Répartition des tâches (séparation des tâches):** tâches et responsabilités essentielles liées à l'autorisation, le traitement, l'enregistrement et l'examen des opérations et des événements doit être confiée à des personnes différentes. Afin de réduire le risque d'erreurs,

déchets ou d'actes illégaux, ou la probabilité que ces types de problèmes ne sont pas détectés, vous devez garder tous les aspects fondamentaux d'une transaction ou opération sont concentrés entre les mains d'une seule personne ou section;

k) **Supervision:** il doit y avoir une surveillance compétente pour assurer le respect des objectifs de contrôle interne;

l) **L'accès aux ressources et aux documents et responsabilités face à la même:** l'accès aux ressources et aux documents devrait se limiter aux personnes autorisées à le faire, qui sont tenus de fournir des comptes de garde ou d'utilisation.

6. CONTRÔLE INTERNE Unité centrale

La Constitution fédérale de 1988 fait référence au système de contrôle interne, qui devrait être institutionnalisée par la loi dans chaque sphère du gouvernement. proportions enregistrées, le mode de fonctionnement des systèmes de contrôle interne de l'Union, les États et les municipalités montre aucune différence. Dans les trois niveaux, il comporte un ensemble d'activités de contrôle réalisées en interne dans l'ensemble de la structure organisationnelle, coordonné par un corps central (ou la charge dûment formalisée).

Les responsabilités fondamentales de ces unités sont de promouvoir le fonctionnement du système, effectuer des contrôles essentiels et d'évaluer l'efficacité et l'efficacite des autres contrôles, le soutien du contrôle externe dans l'exercice de sa mission institutionnelle.

6.1 du personnel de l'unité centrale de contrôle interne - UCCI

Selon le Guide d'orientation pour la mise en œuvre du système de contrôle interne dans l'administration publique, publié en 2001 par la Cour de l'Etat d'Espirito Santo:

Le contrôle interne d'un Etat ou d'une municipalité n'est pas exercée par une personne ou même par un membre du département structure organisationnelle, mais plutôt par ceux qui exercent ou répondent par diverses activités, en particulier celles qui prennent des fonctions de contrôle. L'existence du tuteur légal ou UCCI, formellement constitué, ne dispense pas un fonctionnaire ou préposé du respect des règles

constitutionnelles et juridiques applicables à l'administration publique. « (TCEES, 2011).

Le degré de responsabilité de l'UCCI et la portée des activités à développer, il appartient au gestionnaire afin d'assurer l'indépendance de l'expertise et des ressources humaines, les matériaux et la technologie nécessaires à la bonne exécution de la fonction.

La structure du personnel de l'UCCI de chacune des branches et organes dépendent de la taille de l'administration et les activités du volume à contrôler. Il est possible que dans une organisation d'un seul serveur sera en mesure de mener à bien les activités. Dans d'autres, l'équipe créative peut être nécessaire.

Dans tous les cas, la complexité et l'ampleur des tâches exigent des connaissances, la posture technique, indépendante adéquate, responsable et identifié avec la nature de la fonction.

Ainsi, la désignation des serveurs efficaces avec la formation au niveau collégial pour l'exécution des activités est d'une plus grande efficacité. Cette compréhension est applicable même dans les cas où, sans besoin de personnel à être nommé un seul serveur pour répondre à la UCCI.

Cette position découle de la bonne administration et de la jurisprudence de la Cour suprême et les pratiques de la Cour fédérale de vérification. Malgré le lien direct de cette unité avec la tête de la branche ou de l'organe, le titulaire doit être la confiance de la direction et non seulement le gestionnaire principal. Dans le cas contraire, l'efficacité de l'action de contrôle serait limitée à la vision et la volonté de l'administrateur, au risque de devenir mort. Il est donc essentiel que le système est insensible aux changements dans le contrôle de la gestion.

Un autre aspect à considérer dans cette évaluation est la nécessité de maintenir longtemps possible, le lien vers ce corps professionnel qui fournit des services. Cette condition donne une vision plus large et évolutive organisation, en assurant l'efficacité et la continuité dans la proposition des actions de contrôle interne.

La recommandation dans ce cas est que, avec le personnel, le titulaire est choisi parmi les commissaires aux comptes publics internes (ou dénomination équivalente), une formation au niveau collégial et de connaissances éprouvées pour l'exercice de la fonction de contrôle, ce qui nécessite la maîtrise des concepts liés au contrôle interne et d'audit. Les commissaires aux comptes publics internes sont choisis dans un concours.

Ces critères sont trop pertinents, en raison du fait que UCCIs représentent un soutien opérationnel à un contrôle externe dans sa mission institutionnelle. Ainsi, l'existence dans leur commande professionnelle appartenant au cadre lui-même augmente la possibilité que l'inspection, en ce qui concerne les compétences d'exécution du contrôle interne, est effectivement exercée.

7. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE CAS DE POLICE MILITAIRE MARANHÃO

La création d'un système de contrôle interne en PMMA devrait impliquer des partenariats entre les institutions gouvernementales Maranhão cherchant la direction du vérificateur général de l'État - (AGE) pour la mise en œuvre du système sectoriel dans la société.

La coopération technique, l'Assemblée Générale Extraordinaire sera davantage l'accent sur les aspects du contrôle interne visant le contexte financier de l'administration en tant que tel est le but principal de ses membres. Toutefois, il convient de noter que le modèle de gestion de l'administration publique requise par la loi n ° 101/2000 complémentaire (loi sur la responsabilité budgétaire), a créé la nécessité de développer des audits de performance et les résultats, qu'en vertu de la police militaire peut être traduit en activités surveillance; l'évaluation et la correction de toutes ses activités administratives et opérationnelles hydrométriques d'utiliser l'efficacité de la logistique militaire dans toutes ses fonctions C-100-10.

FINAL

Les informations qui ont formé la base pour le développement de cet article nous permet de tirer des conclusions en ce qui concerne la possibilité de mettre en œuvre le système de contrôle interne de la police militaire de Maranhao - PMMA, en tant que vecteur de développement du contrôle interne d'administration, actif , financière et opérationnelle, résumées ci-dessous:

Le système de contrôle interne en PMMA peut être utilisé comme un corps de soutien au système consultatif et de surveillance de l'institution policière. Par conséquent, ne pas simplement l'organiser comme un instrument de contrôle de facilitateur ou en tant que normes de surveillance envisagées sont orientées individuellement pour soutenir les processus de contrôle de l'État.

Il devrait chercher à élargir la zone de couverture du contrôle interne en termes spatiaux et sectorielles, pour atteindre toutes les institutions de la police militaire de Maranhão, et d'étendre ses avantages à d'autres pas encore la gestion des unités militaires sous l'influence du contrôle interne.

Ceci est possible grâce inter-relations entre le système de contrôle interne dans la capitale et dans plusieurs régions de l'Etat, impliquant les secteurs de l'administration, les actifs, financiers et opérationnels, car il y a une tendance naturelle à privilégier ces secteurs au détriment des autres.

Cette relation devrait être déjà évident dans la planification intégrée de la création du projet, où les caractéristiques des unités de police peuvent être jointes aux propositions de planification.

RECOMMANDATIONS

Tout d'abord, les recommandations à court et à moyen terme - jusqu'à deux ans, seraient respectés comme suit:

a) Il devrait être attribué au gouvernement, la mission de centraliser la planification et de le faire dans le cadre de l'état du projet de contrôle interne et des mesures pour réduire au minimum le contrôle des interférences négatives et sa zone d'influence dans les moyens institutionnels de ses organes. Le système de contrôle interne doit être intégré à d'autres plans réalisés par divers acteurs publics et privés.

Cette intégration devrait chercher une convergence initiale des intérêts, maximiser les chances de succès, il faut aussi chercher à assurer une large diffusion et équitable des possibilités de contrôle d'accès, permettant aux joueurs de différents lieux prennent conscience des possibilités et des opportunités créées par le système, donc aussi peuvent en bénéficier. Aussi devrait-travail pour les rapports de convergence des décisions prises par les systèmes et la compatibilité des objectifs micro et macro de PMMA.

b) Après avoir défini l'équipe et la portée de la planification, il faut accorder une attention particulière à la capacité de gestion du projet. Pas besoin de faire une formation intensive de planification de toutes les ressources humaines impliquées dans les différentes fonctions qui seront créés, cette qualification de la planification du travail, le travail devrait être ouvert aux différentes unités de police travaillant dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle;

c) Après la planification et la définition des différents domaines spécialisés qui composent le système de contrôle interne doit être réglé un centre de contrôle pour surveiller la mise en œuvre du projet, traitant des zones sous forme de centres de contrôle, établir des routines administratives entre le noyau maintien un contrôle strict sur la qualité des services fournis.

Autres mesures Control Center, dans le contexte de gestion, nous insistons sur les éléments suivants:

a) Promouvoir les interactions entre les différents membres du système de contrôle interne, le partage des expériences et l'évaluation des performances dans les réunions; colloques et ateliers afin de rechercher des niveaux élevés de qualité dans les services fournis;

b) Réglementer routines administratives et opérationnelles en tenant compte des réalités de chaque secteur d'établir la portée des objectifs de contrôle interne sans compromettre l'efficacité requise pour chaque activité;

c) Créer un système d'évaluation du rendement du personnel impliqué dans les activités de contrôle des unités de police, en vue d'accorder des distinctions méritoires visant la promotion ainsi la qualité dans l'utilisation des équipements, des technologies et du personnel;

d) maintenir les activités de planification en continu, la surveillance et la mesure des résultats.

A moyen terme, entre la première et la deuxième année, le Centre de contrôle du système aura consolidé un système de contrôle interne de la planification de haut niveau, capables de créer et de proposer des politiques intégrées qui dirigent l'emploi opérationnel de la société, et surveiller et améliorer le contrôle stratégique et interne et leur domaine de toutes les fonctions directives logistiques;

Maintenir un contrôle strict des unités de la police, l'engagement observant de planifier les actions qui réduisent au minimum l'interférence négative du conseil de surveillance externe et sa zone d'influence, une fonction qui permet au système d'être fiable.

RÉFÉRENCES

ALMEIDA, Marcelo Cavalcanti. *Audit: un cours moderne, complet: textes, des exemples et des exercices résolus*. 7. ed. São Paulo: Atlas, 2010. 517 p.

ATTIE, William. *L'audit interne*. 2. ed. São Paulo: Atlas, 2009. 281 p.

ATTIE, William. *Audit: Concepts et applications*. 6. ed. São Paulo: Atlas, 2011. 674 p.

BRÉSIL, ministère de la Défense. *Manuel de terrain C - 100-10 - Military Road Logistics*. Brasília:

EGGCF. 2003.

BRÉSIL, ministère de la Défense. page officielle. Rio de Janeiro, 2012. Disponible à l'adresse: <<http://www.1icfex.eb.mil.br/index.php/seg/diretriz>>. Consulté le 28 mai. 2012.

CREPALDI Silvio Aparecido. **vérification comptable**: la théorie et la pratique. 7. ed. São Paulo: Atlas, 2011. 770 p.

JOURS, Sergio Vidal dos Santos. **Manuel de contrôle interne: développement et mise en œuvre, des exemples et des processus organisationnels**. São Paulo: Atlas, 2010. 149 p.

SAINT-ESPRIT. Cour des comptes d'État. **Guide d'orientation pour la mise en œuvre du système de contrôle interne à la Cour d'Audit** Administration publique / Etat. Vitória / ES: TCEES 2011

FRANCO, Hilary; Marra, Ernesto. **vérification comptable**: les normes d'audit, des procédures et des documents de travail, des programmes d'audit, les rapports d'audit. São Paulo: Atlas, 2001. 607 p.

GRAMLIN, Audrey A.; Rettenberg, Larry E.; Johnstone, M. Karla **Audit**. 7. ed. São Paulo: Cengage Learning, 2012. 743 p.

IMONIANA, Joshua Onome. **Audit des systèmes d'information**. 2. ed. São Paulo: Atlas, 2008. 207 p.

MAGALHÃES, José Amarildo Dias. **L'importance de la logistique pour les organisations militaires**. Académie colonel Walterler. Noël 2012.

MOREIRA, Silvana de Castro Araujo. **Le contrôle interne**. Fortium, Centre d'études juridiques. Brasília, 2008.

Rezende, Denis Alcides. **l'information et les systèmes informatiques de planification**: guide pratique pour la planification de la technologie de l'information intégrée à la planification stratégique des organisations. São Paulo: Atlas, 2003. 185p.

SILVA, Antonio Carlos Ribeiro da. **Méthodologie de la recherche appliquée à la comptabilité**: lignes directrices de l'étude, des projets, des articles, des rapports, des monographies, des thèses, des thèses. São Paulo: Atlas, 2003. 181 p.

SILVA, Celso de jardim Assis; PINTO, Maurílio Claudino. **Le contrôle interne de la police militaire de Maranhao**. (Document présenté à l'Académie colonel Walterler à l'occasion du cours de contrôle interne et de la logistique militaire). Noël 2012.

SILVA, Peres de Nelson. **L'analyse et les structures des systèmes d'information**. 1. ed. São Paulo: Erica, 2007. 172 p.

UNION DES COMPTES TRIBUBAL. **Critères généraux de contrôle interne dans l'administration publique**: une étude des modèles et des normes disciplinaires dans les différents pays. Disponible en: Accès <http://portal2.tcu.gov.br/portal/pls/portal/docs/2056688.PDF> 25 Octobre 2012.

VERGARA, Sylvia Constant. **Les projets et les rapports de recherche pour la gestion**. 13. ed. São Paulo: Atlas, 2011. 94 p.

[1] Baccalauréat en droit de l'Université fédérale de Maranhão (UFMA); Baccalauréat en sécurité publique de l'Université de Maranhão État (UEMA); Capitaine de la Police militaire de Maranhão (PMMA).

<https://www.nucleodoconhecimento.com.br>